

# Coordination Européenne Via Campesina Articulation Jeunes

## Document de Position relatif à la Réforme de la Politique Agricole Commune (PAC)

Juillet 2021

Nous sommes de jeunes personnes passionnées et dévouées à l'agriculture. Certain·e·s d'entre nous sont déjà agriculteur·rice·s, mais la plupart tentent de le devenir. Nous aspirons à la souveraineté alimentaire, à la préservation de la biodiversité ainsi qu'au respect des droits des paysans et des travailleur·se·s agricoles. Nous estimons que l'agriculture ne sert pas uniquement à produire de la nourriture, mais également à exprimer une position politique.

### Pourquoi ce document de position

Dans la phase finale de la réforme de la PAC, nous - l'articulation Jeunes de la Coordination Européenne Via Campesina - souhaitons ardemment faire connaître notre position. Nous craignons que la nouvelle PAC continue de négliger les besoins réels des jeunes agriculteur·rice·s, et en particulier des petites fermes agroécologiques. De plus, nous craignons que la PAC continue de faillir à l'une de ses missions principales : faciliter l'arrivée de nouveaux et nouvelles agriculteur·rice·s. Ce document est une version courte d'une publication que nous avons récemment publiée.

### Nos demandes

Nous exigeons que les États membres allouent un **budget obligatoire et suffisant aux jeunes agriculteur·rice·s** et qu'ils élèvent le niveau maximum de financement au-delà de 3% du budget total de la PAC, ce qui nous semble insuffisant et peu ambitieux. Au vu de la difficulté des jeunes agriculteur·rice·s et des nouvelles et nouveaux arrivant·e·s à entamer une activité agricole, nous estimons que tout·e·s les nouvelles et nouveaux arrivant·e·s devraient toucher une **aide financière directe au moment opportun afin de pouvoir se lancer** (par exemple 25 000 €).

Nous appelons de nos vœux un **changement plus radical du fonctionnement de l'octroi de subventions et d'autres aides financières** : non pas reposé sur la surface des exploitations, le capital ou la capacité à investir, mais plutôt sur **l'utilisation de pratiques socio-écologiques et la prestation de services** bénéficiant aux communautés locales et à l'intérêt général.

Nous revendiquons **l'inclusion de la conditionnalité sociale** dans la PAC. Les exploitations agricoles qui violent les droits humains et les droits des jeunes devraient être privées du soutien de l'UE et des États membres. Nous tenons particulièrement à ce que **le rôle des jeunes femmes et des jeunes migrant·e·s** dans l'agriculture soit clairement reconnu et soutenu.

Nous demandons la création d'un **groupe de dialogue civil de l'UE dédié aux jeunes agriculteur·rice·s** pour améliorer et diversifier leur participation dans les espaces de prise de décision et processus politiques, dans la logique des principes de la souveraineté alimentaire.

En ce qui concerne le commerce, nous considérons que l'UE doit **cesser de soutenir les accords de libre-échange et les projets miniers** parce qu'ils aggravent le changement climatique, la destruction de l'environnement et les injustices sociales et sont un obstacle à la souveraineté alimentaire aussi bien dans les pays du Nord que du Sud.

Nous nous opposons au **solutionnisme qui se fonde sur la numérisation et les nouvelles technologies, en particulier les OGM et les nouvelles techniques de sélection (NBT)**. Nous préférons **promouvoir les technologies et l'innovation paysannes**, fondées sur l'agroécologie et accessibles à tout·e·s. Nous sommes fermement convaincu·e·s que c'est la meilleure voie pour atteindre les objectifs de la stratégie F2F, de l'EGD et de la stratégie en faveur de la biodiversité.